

Fonds de rendement stratégique Dynamique

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour l'exercice clos le 30 juin 2025

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient des faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers annuels complets du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186 (sans frais), en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : 40 Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des états financiers intermédiaires du Fonds, des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le Fonds de rendement stratégique Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des Normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant) y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements.

Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les

impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds consiste à réaliser un revenu élevé et une croissance du capital à long terme en investissant dans un portefeuille diversifié composé de titres à revenu fixe et de titres de participation axés sur le revenu.

Le Fonds adoptera une approche flexible quant à ses principaux investissements dans des titres de créance et des titres de participation axés sur le revenu, sans restrictions quant à la capitalisation boursière, au secteur d'activité ou à la répartition géographique. La répartition dépendra de la conjoncture de l'économie et du marché, ce qui permettra au conseiller en valeurs de mettre l'accent sur les catégories d'actifs les plus intéressantes, qui peuvent comprendre ce qui suit.

Pour les titres à revenu fixe : des obligations de sociétés classées dans une catégorie d'évaluation supérieure (auxquelles une agence

de notation nord-américaine reconnue a généralement attribué une note d'au moins BBB bas, Baa3 ou BBB–), des obligations convertibles, des titres de créance à haut rendement ayant une note inférieure à BBB– et des titres de créance non notés et des obligations gouvernementales. Pour les actions : des actions ordinaires donnant droit à des dividendes, des actions privilégiées et des actions privilégiées convertibles, des titres de capitaux propres à rendement élevé et des fiducies de placement immobilier (FPI) à l'échelle mondiale.

L'objectif et les stratégies de placement du Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds.

Risque

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Aucun changement important pouvant avoir une incidence sur le niveau de risque global du Fonds n'a eu lieu au cours du dernier exercice.

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 30 juin 2025 (la « période »), les parts de série A du Fonds ont généré un rendement total de 10,4 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui est fondé sur le rendement d'un indice ne comportant ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation et les autres charges imputables à chaque série. Veuillez consulter la rubrique « Rendement passé » pour obtenir le rendement des autres séries du Fonds.

Les indices de référence généraux du Fonds, l'indice composé S&P/TSX et l'indice obligataire universel FTSE Canada, ont affiché un rendement de 26,4 % et de 6,1 %, respectivement, au cours de la même période. Conformément au Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec les indices généraux afin de vous aider à comprendre le rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché, mais nous tenons à préciser que le mandat du Fonds peut différer considérablement de celui des indices présentés.

L'indice de référence mixte du Fonds, composé à 50 % de l'indice composé S&P/TSX et à 50 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a affiché un rendement de 15,9 % au cours de la même période. Nous avons inclus cette comparaison, qui reflète plus étroitement les secteurs du marché ou les catégories d'actifs dans lesquels le Fonds investit, afin de fournir une comparaison plus utile au rendement du Fonds.

Le rendement du Fonds a été inférieur à celui de l'indice de référence mixte en raison du choix des titres dans le secteur des technologies de l'information, de la sous-pondération et de la sélection de titres dans le secteur des matériaux et de la surpondération dans le secteur de l'immobilier.

Le marché des actions canadien a terminé la période de 12 mois en territoire positif. L'économie canadienne a suivi une trajectoire

de croissance modérée et de désinflation, créant ainsi un contexte favorable pour les marchés des actions.

L'économie canadienne a connu un « atterrissage en douceur », la croissance du PIB demeurant positive, mais modérée. Les dépenses de consommation sont restées stables, et le marché du travail, bien qu'en léger recul, est resté résilient, le chômage demeurant inférieur à 7,5 %. L'inflation a diminué de façon constante, atteignant la cible de 2 % de la Banque du Canada au début de 2025, sous l'effet de la chute des prix de l'énergie et de l'atténuation des pressions exercées sur les chaînes d'approvisionnement.

Cette tendance désinflationniste a permis à la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt à deux reprises au début de 2025, ce qui a ramené le taux directeur dans la fourchette de 2,5 % à 3 %. Ces réductions ont amélioré les conditions financières, fait baisser les coûts d'emprunt et renforcé la confiance des investisseurs, en particulier dans les secteurs sensibles aux taux comme la finance et l'immobilier.

Malgré les vents contraires soufflant sur la scène mondiale, notamment l'incertitude entourant les politiques américaines et les tensions commerciales, le Canada a bénéficié de l'abrogation de la taxe sur les services numériques et de l'apaisement des relations commerciales entre les États-Unis et le Canada, ce qui a contribué à stabiliser les exportations. Les prix des produits de base, en particulier ceux du cuivre et de l'or, ont bondi, soutenant ainsi l'indice TSX, qui compte de nombreuses sociétés du secteur des ressources.

Bien que les investissements des entreprises soient demeurés modérés, les titres du secteur des technologies ont livré un rendement supérieur et le contexte économique dans son ensemble, caractérisé par une faible inflation, des taux en baisse et une croissance stable, a alimenté une forte reprise du marché des actions.

Dix des onze secteurs de la classification industrielle mondiale standard (GICS) ont généré des rendements positifs au cours de la période de douze mois. Les secteurs les plus performants ont été les technologies de l'information, les matériaux et la finance. Le secteur des services de communication est le seul secteur qui a affiché une performance négative.

Au cours de la période, le dollar canadien s'est déprécié par rapport à l'euro, à la livre sterling et au yen japonais et est demeuré stable par rapport au dollar américain.

Le marché des actions américaines a terminé le semestre en territoire positif, l'indice S&P 500 (en CAD) ayant enregistré un rendement de 14,6 %. Au cours de la période, les marchés boursiers ont enregistré des rendements à deux chiffres alors que les États-Unis organisaient leurs élections présidentielles et que le président Trump, qui a annoncé des droits de douane à l'échelle mondiale, prenait ses fonctions, tandis que la guerre en Ukraine s'est poursuivie et que les troubles au Moyen-Orient ont persisté.

Les propositions tarifaires initiales du président Trump ont provoqué des ondes de choc, tant sur les marchés boursiers que sur les marchés obligataires. Les marchés ont laissé entrevoir que ces propositions engendreraient une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, un affaiblissement de la confiance des

consommateurs et des entreprises, et qu'elles déclenchaient une récession. Bien que le président Trump ait réduit les droits de douane par rapport à sa proposition initiale, des droits de douane sont entrés en vigueur au Canada, au Mexique et en Chine, notamment sur les automobiles, l'acier et l'aluminium. La croissance économique s'en est ressenti puisque l'économie américaine s'est contractée à un taux annualisé de 0,5 %. Cette contraction s'explique en grande partie par la croissance anémique des dépenses de consommation et des exportations. Il s'agit de la première baisse trimestrielle depuis 2022.

Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») a réduit les taux d'intérêt à trois reprises, ramenant le taux des fonds fédéraux de 5,5 % à 4,5 % de septembre à décembre. Il n'y a pas encore eu de baisse des taux en 2025, alors que le président de la Fed, Jerome Powell, continue d'évaluer les effets des tarifs sur l'inflation. Jusqu'à présent cette année, l'inflation est passée de 3 % en janvier à 2,4 % en mai, se situant donc toujours au-dessus du taux cible de 2 % de la Fed. Certains dirigeants de la Fed ont indiqué qu'une baisse des taux pourrait être à l'ordre du jour de la prochaine réunion, en fonction des données économiques.

Neuf des onze secteurs de la classification industrielle mondiale standard (GICS) ont généré des rendements positifs au cours de l'exercice. Les secteurs les plus performants ont été la finance, les services aux collectivités et les services de communication. Les secteurs les moins performants ont été les soins de santé, l'énergie et les matériaux.

Au cours de la période, le dollar américain s'est affaibli par rapport à l'euro, à la livre sterling et au yen japonais, tout en demeurant stable par rapport au dollar canadien.

Le marché obligataire canadien, représenté par l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a affiché un rendement de 6,1 % pour la période de 12 mois close le 30 juin 2025.

Le rendement des obligations du gouvernement du Canada sur 10 ans a reculé à 2,9 % en septembre, avant de remonter à la fin de l'exercice. Il est tombé à 2,8 % en mars et a clôturé la période à 3,3 %. La Banque du Canada (la « BdC ») a continué de réduire ses taux, avec des réductions de 25 points de base (« pb ») en juillet et en septembre, suivies d'importantes baisses de 50 pb en octobre et en décembre. Deux autres baisses de 25 points de base en 2025 ont porté le taux du financement à un jour à 2,75 % à la clôture de la période. Aux États-Unis, le rendement des bons du Trésor sur 10 ans a reculé à 3,6 % en septembre. Des suites de l'élection de Donald Trump, les marchés obligataires ont connu un important mouvement de liquidation volatile en grande partie imputable à l'appréhension de politiques inflationnistes et de déficits plus importants sous la nouvelle administration, ce qui a entraîné une hausse des rendements des bons du Trésor américain. La Réserve fédérale américaine a entamé sa propre politique d'assouplissement avec une baisse de 50 pb en septembre, la première baisse depuis la fin de l'assouplissement d'urgence pendant la pandémie. Elle a ensuite procédé à deux autres baisses de 25 points de base en novembre et en décembre, avant de maintenir le taux des fonds stable tout au long du premier semestre de 2025. La prudence de la Fed s'explique par les tensions inflationnistes persistantes et l'incertitude entourant l'incidence économique des nouvelles politiques commerciales.

Les écarts de taux des obligations de catégorie investissement et des obligations à rendement élevé, tels que mesurés par les indices ICE BofA Canadian et U.S. Corporate OAS (Option-Adjusted Spread), se sont élargis en juillet et en août avant de se resserrer et d'atteindre un niveau record pour la période au quatrième trimestre. Les écarts de taux ont subi des pressions supplémentaires au deuxième trimestre en raison des nouvelles annonces de l'administration Trump concernant les droits de douane, ce qui a suscité des inquiétudes au sujet des marges des entreprises et des échanges commerciaux mondiaux. Toutefois, les écarts se sont rétrécis graduellement en juin, les marchés s'ajustant au contexte politique et les investisseurs retrouvant l'appétit pour le risque, en particulier pour ce qui est des obligations de la catégorie investissement.

Le Fonds a continué à surpondérer les actions (y compris les alternatives) et à sous-pondérer les obligations. Au cours de la période, les actions et les obligations ont été réduites, la pondération en trésorerie ayant augmenté à un faible pourcentage dans la fourchette à deux chiffres. Sur le plan géographique, le Fonds continue de privilégier l'Amérique du Nord, la pondération au Canada étant demeurée stable dans son ensemble, et celle des États-Unis ayant été réduite. Sur le plan géographique, le Canada et les États-Unis ont tous deux contribué positivement aux rendements, le Canada ayant eu une incidence plus importante sur les rendements.

La plupart des placements en titres à revenu fixe du Fonds ont légèrement évolué au cours de la période, l'exposition aux obligations étrangères (par l'entremise des bons du Trésor américain) ayant diminué. Dans l'ensemble, la composante titres à revenu fixe a grandement contribué au rendement, en grande partie grâce aux placements dans le Fonds de titres de créance à court terme PLUS Dynamique, qui offre un rendement intéressant, et dans le Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés américaines de premier ordre.

Les secteurs les plus fortement pondérés étaient ceux de la finance, de l'énergie (qui comprend les infrastructures énergétiques) et de l'immobilier. Au cours de la période, les pondérations des secteurs des infrastructures énergétiques, des matériaux et de la finance ont été augmentées, tandis que celles de l'immobilier et des soins de santé ont été réduites. La plupart des autres secteurs ont connu des changements modestes. Les secteurs de la finance, de l'énergie et de la consommation discrétionnaire sont ceux qui ont le plus contribué au rendement et le secteur des soins de santé a nui au rendement. Parmi les titres ayant individuellement le plus contribué au rendement, on retrouve la Banque Royale et la Banque Toronto-Dominion, tandis que les titres de Thermo Fisher Scientific et de Rogers Communications Inc. ont eu une incidence négative sur les rendements.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 3 258,3 millions de dollars au 30 juin 2024 à 3 270,9 millions de dollars au 30 juin 2025. Cette variation s'explique par des rachats nets de 282,7 millions de dollars, par des gains sur les placements de 343,4 millions de dollars et par des distributions en trésorerie de 48,1 millions de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du

Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements productifs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples

renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Au cours de la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 35 000 \$ à des courtiers liés.

Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les parts du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires, de services de garde et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de quatre membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter et Cecilia Mo – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Celles-ci permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue à l'égard d'une situation de conflit d'intérêts précise à condition qu'il respecte les politiques et procédures applicables à ce type de situation et qu'il rende régulièrement des comptes à ce sujet au CEI. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis équitablement par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent comprendre des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation, et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Actif net par part du Fonds (\$)¹⁾

Pour la période close le	Actif net, à l'ouverture de la période	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions				Actif net, à la clôture de la période ¹⁾
		Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions ³⁾		
Série A												
30 juin 2025	12,02	0,56	(0,28)	0,38	0,58	1,24	(0,13)	(0,16)	–	(0,41)	(0,70)	12,55
30 juin 2024	12,18	0,50	(0,27)	0,03	0,39	0,65	–	(0,28)	–	(0,42)	(0,70)	12,02
30 juin 2023	12,49	0,55	(0,29)	0,05	0,07	0,38	–	(0,22)	–	(0,48)	(0,70)	12,18
30 juin 2022	13,58	0,48	(0,31)	0,25	(0,82)	(0,40)	–	(0,18)	(0,33)	(0,18)	(0,69)	12,49
30 juin 2021	12,88	0,33	(0,30)	1,00	0,37	1,40	–	–	–	(0,70)	(0,70)	13,58
Série F												
30 juin 2025	12,10	0,57	(0,14)	0,38	0,57	1,38	(0,25)	(0,16)	–	(0,46)	(0,87)	12,60
30 juin 2024	12,31	0,51	(0,14)	0,04	0,38	0,79	(0,09)	(0,33)	–	(0,47)	(0,89)	12,10
30 juin 2023	12,66	0,55	(0,15)	0,06	0,06	0,52	–	(0,37)	–	(0,52)	(0,89)	12,31
30 juin 2022	13,78	0,48	(0,16)	0,26	(0,93)	(0,35)	–	(0,34)	(0,34)	(0,21)	(0,89)	12,66
30 juin 2021	13,09	0,33	(0,15)	1,02	0,38	1,58	–	–	–	(0,88)	(0,88)	13,78
Série FH (en USD)												
30 juin 2025	9,31	0,44	(0,11)	0,52	0,36	1,21	(0,20)	(0,12)	–	(0,28)	(0,60)	9,90
30 juin 2024	9,33	0,39	(0,10)	0,14	0,54	0,97	(0,07)	(0,25)	–	(0,29)	(0,61)	9,31
30 juin 2023	9,47	0,42	(0,11)	0,63	(0,22)	0,72	–	(0,28)	–	(0,33)	(0,60)	9,33
30 juin 2022	10,24	0,36	(0,12)	(0,54)	0,54	(0,06)	–	(0,24)	(0,24)	(0,12)	(0,61)	9,47
30 juin 2021	9,64	0,24	(0,11)	(0,47)	0,62	0,28	–	–	–	(0,60)	(0,60)	10,24
Série G												
30 juin 2025	11,99	0,56	(0,27)	0,37	0,62	1,28	(0,14)	(0,16)	–	(0,44)	(0,74)	12,50
30 juin 2024	12,17	0,51	(0,27)	0,04	0,37	0,65	–	(0,30)	–	(0,43)	(0,73)	11,99
30 juin 2023	12,50	0,55	(0,28)	0,05	0,10	0,42	–	(0,24)	–	(0,48)	(0,72)	12,17
30 juin 2022	13,61	0,48	(0,30)	0,25	(0,73)	(0,30)	–	(0,21)	(0,34)	(0,18)	(0,73)	12,50
30 juin 2021	12,92	0,33	(0,29)	0,99	0,37	1,40	–	–	–	(0,72)	(0,72)	13,61
Série H (en USD)												
30 juin 2025	9,30	0,44	(0,22)	0,52	0,24	0,98	(0,10)	(0,12)	–	(0,26)	(0,48)	9,90
30 juin 2024	9,29	0,39	(0,20)	0,12	0,55	0,86	–	(0,21)	–	(0,26)	(0,47)	9,30
30 juin 2023	9,42	0,42	(0,22)	0,69	(0,25)	0,64	–	(0,16)	–	(0,31)	(0,48)	9,29
30 juin 2022	10,16	0,36	(0,23)	0,54	(0,65)	0,02	–	(0,13)	(0,24)	(0,09)	(0,47)	9,42
30 juin 2021	9,56	0,25	(0,22)	(0,51)	0,60	0,12	–	–	–	(0,48)	(0,48)	10,16
Série I												
30 juin 2025	12,33	0,58	(0,02)	0,39	0,62	1,57	(0,36)	(0,16)	–	(0,52)	(1,04)	12,82
30 juin 2024	12,57	0,52	(0,02)	0,03	0,36	0,89	(0,18)	(0,38)	–	(0,48)	(1,04)	12,33
30 juin 2023	12,94	0,57	(0,03)	0,04	0,08	0,66	–	(0,51)	–	(0,53)	(1,04)	12,57
30 juin 2022	14,09	0,49	(0,03)	0,28	(0,97)	(0,23)	–	(0,48)	(0,34)	(0,22)	(1,04)	12,94
30 juin 2021	13,39	0,34	(0,03)	1,02	0,39	1,72	–	–	–	(1,04)	(1,04)	14,09
Série O												
30 juin 2025	10,72	0,50	(0,01)	0,34	0,51	1,34	(0,32)	(0,14)	–	(0,46)	(0,92)	11,14
30 juin 2024	10,93	0,44	(0,02)	0,04	0,41	0,87	(0,15)	(0,32)	–	(0,44)	(0,91)	10,72
30 juin 2023	11,26	0,49	(0,02)	0,05	0,05	0,57	–	(0,44)	–	(0,48)	(0,92)	10,93
30 juin 2022	12,27	0,43	(0,02)	0,23	(0,81)	(0,17)	–	(0,42)	(0,30)	(0,19)	(0,91)	11,26
30 juin 2021	11,67	0,30	(0,02)	0,91	0,33	1,52	–	–	–	(0,92)	(0,92)	12,27
Série U												
30 juin 2025	8,91	0,40	(0,08)	0,31	0,37	1,00	(0,21)	(0,12)	–	(0,33)	(0,66)	9,29
30 juin 2024	9,23	0,37	(0,07)	0,03	0,30	0,63	(0,46)	(0,39)	–	–	(0,85)	8,91
30 juin 2023	8,91	0,42	(0,08)	(0,02)	0,82	1,14	–	(0,31)	–	(0,34)	(0,65)	9,23
30 juin 2022	9,71	0,34	(0,08)	0,18	(0,56)	(0,12)	–	(0,27)	(0,24)	(0,15)	(0,66)	8,91
30 juin 2021	9,22	0,23	(0,08)	0,74	0,26	1,15	–	–	–	(0,66)	(0,66)	9,71

- 1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ». Pour les séries FH et H, les données sont présentées en dollars américains. Pour toutes les autres séries, les données sont présentées en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle du Fonds.
- 2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.
- 3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$) ¹⁾
Série A							
30 juin 2025	1 878 215	149 646 528	2,14	2,14	0,06	12,60	12,55
30 juin 2024	1 871 934	155 732 443	2,15	2,15	0,13	25,69	12,02
30 juin 2023	1 864 751	153 072 367	2,14	2,14	0,03	38,10	12,18
30 juin 2022	1 884 929	150 858 484	2,14	2,14	0,03	39,24	12,49
30 juin 2021	2 011 285	148 071 392	2,14	2,14	0,04	55,44	13,58
Série F							
30 juin 2025	1 017 104	80 730 525	1,03	1,03	0,06	12,60	12,60
30 juin 2024	989 132	81 738 978	1,03	1,03	0,13	25,69	12,10
30 juin 2023	1 007 519	81 867 817	1,03	1,03	0,03	38,10	12,31
30 juin 2022	935 876	73 948 589	1,03	1,03	0,03	39,24	12,66
30 juin 2021	868 752	63 053 927	1,03	1,03	0,04	55,44	13,78
Série FH (en USD)							
30 juin 2025	3 656	369 148	1,01	1,01	0,06	12,60	9,90
30 juin 2024	3 794	407 459	1,01	1,01	0,13	25,69	9,31
30 juin 2023	4 566	489 467	1,00	1,00	0,03	38,10	9,33
30 juin 2022	4 857	512 824	1,01	1,02	0,03	39,24	9,47
30 juin 2021	3 529	344 869	1,01	1,01	0,04	55,44	10,24
Série G							
30 juin 2025	182 373	14 595 321	2,11	2,11	0,06	12,60	12,50
30 juin 2024	206 456	17 221 692	2,11	2,11	0,13	25,69	11,99
30 juin 2023	230 192	18 912 733	2,11	2,11	0,03	38,10	12,17
30 juin 2022	267 473	21 392 839	2,10	2,10	0,03	39,24	12,50
30 juin 2021	328 652	24 147 765	2,10	2,10	0,04	55,44	13,61
Série H (en USD)							
30 juin 2025	6 678	674 555	2,17	2,17	0,06	12,60	9,90
30 juin 2024	5 741	617 536	2,09	2,09	0,13	25,69	9,30
30 juin 2023	7 595	817 681	2,12	2,12	0,03	38,10	9,29
30 juin 2022	8 250	876 475	2,12	2,13	0,03	39,24	9,42
30 juin 2021	7 656	753 505	2,11	2,11	0,04	55,44	10,16
Série I							
30 juin 2025	56 142	4 380 067	0,09	0,09	0,06	12,60	12,82
30 juin 2024	56 248	4 561 537	0,09	0,09	0,13	25,69	12,33
30 juin 2023	62 770	4 995 205	0,09	0,09	0,03	38,10	12,57
30 juin 2022	79 798	6 167 168	0,09	0,09	0,03	39,24	12,94
30 juin 2021	69 939	4 962 850	0,09	0,09	0,04	55,44	14,09
Série O							
30 juin 2025	123 039	11 042 709	0,06	0,06	0,06	12,60	11,14
30 juin 2024	121 458	11 325 555	0,06	0,06	0,13	25,69	10,72
30 juin 2023	75 435	6 898 971	0,06	0,06	0,03	38,10	10,93
30 juin 2022	68 697	6 098 488	0,06	0,06	0,03	39,24	11,26
30 juin 2021	64 149	5 227 024	0,06	0,06	0,04	55,44	12,27

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.

3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autres [†] (%)
Série A	1,85	51,8	48,2
Série F	0,85	—	100,0
Série FH	0,85	—	100,0
Série G	1,85	51,2	48,8
Série H	1,85	50,8	49,2
Série I [‡]	S. O.	—	—
Série O [*]	S. O.	—	—

* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

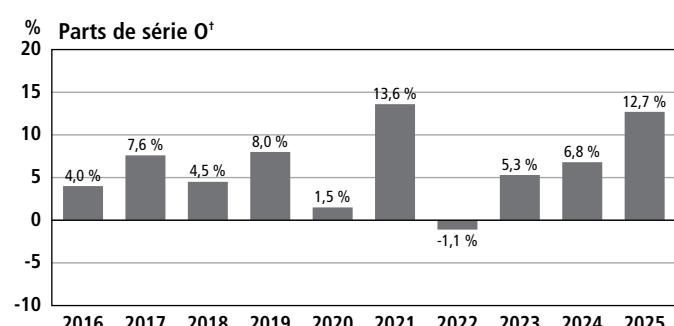
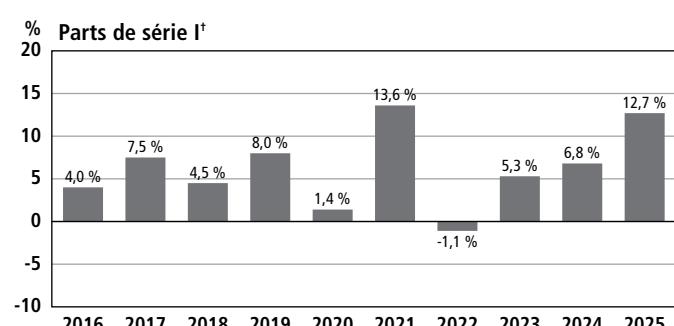
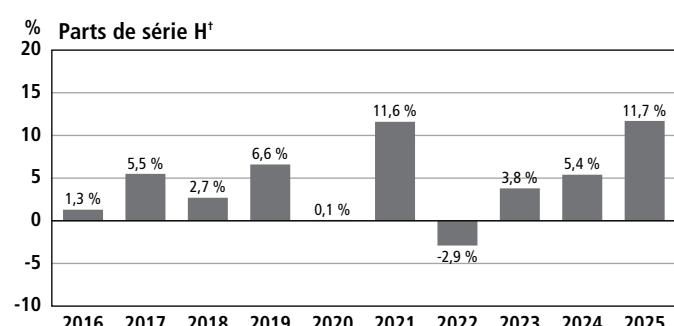
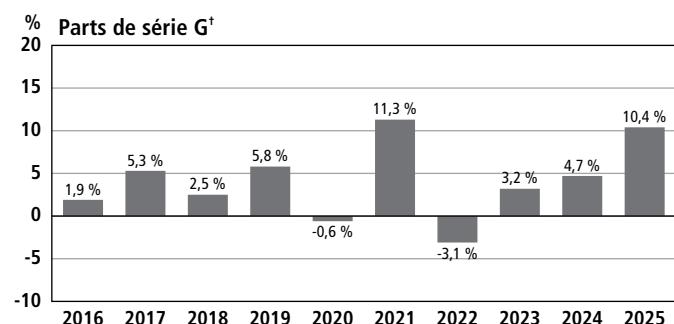
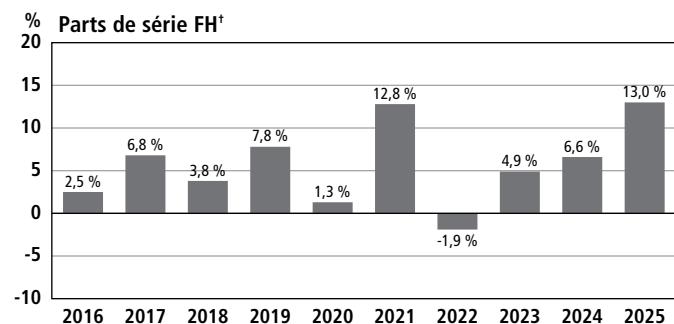
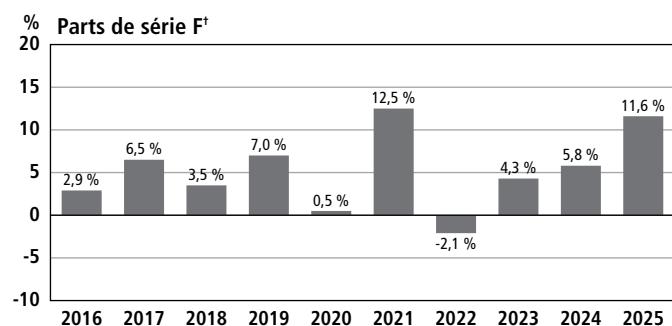
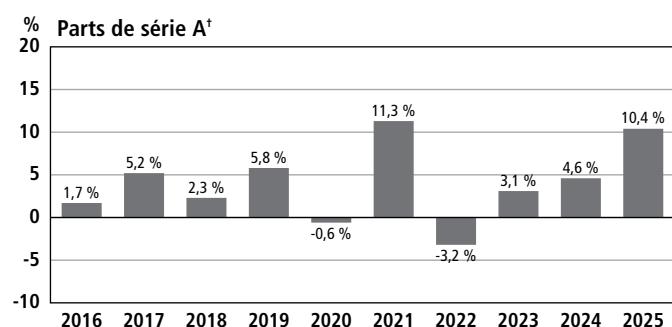
Rendement passé

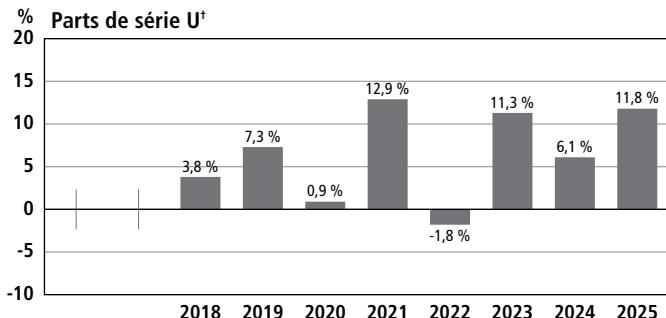
Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.

(exercices clos les 30 juin)





† Les rendements des séries FH et H sont établis selon la valeur liquidative par titre en dollars américains.

Rendements annuels composés

Le tableau des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance des indices de référence, qui ne comportent ni frais ni charges.

	Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Série A	% 10,4	6,0	5,1	4,0	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série F	% 11,6	7,2	6,3	5,2	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série FH	% 13,0	8,1	7,0	5,7	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série G	% 10,4	6,0	5,1	4,0	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série H	% 11,7	6,9	5,8	4,5	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série I	% 12,7	8,2	7,3	6,2	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série O	% 12,7	8,2	7,3	6,2	—
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	5,9	—
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	9,6	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	1,9	—
Série U	% 11,8	9,7	7,9	—	6,5
Indice de référence mixte*	% 15,9	10,2	7,2	—	6,0
Indice composé S&P/TSX	% 26,4	16,1	15,0	—	10,4
Indice des obligations universelles FTSE Canada	% 6,1	4,3	-0,4	—	1,4

* L'indice de référence mixte est composé à 50 % de l'indice composé S&P/TSX et à 50 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada.

Description des indices

Indice des obligations universelles FTSE Canada – Cet indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière est composé d'obligations de sociétés et d'État à taux fixe de catégorie investissement, émises au Canada, libellées en dollars canadiens et dont le terme à courir est d'au moins un an. L'indice est pondéré en fonction de la capitalisation boursière.

Indice composé S&P/TSX – Cet indice sectoriel couvrant l'ensemble de l'économie comprend environ 95 % de la capitalisation boursière des sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de son ou de ses indice(s) de référence est présentée à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	% de la valeur liquidative
Actions	50,5
Fonds sous-jacents	24,3
Obligations et débentures	14,9
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	9,8
Autres éléments d'actif (de passif) net	0,5

Par pays / région ¹⁾	% de la valeur liquidative
Canada	57,1
États-Unis	32,1
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	9,8
Irlande	0,5

Par secteur ^{1,2)}	% de la valeur liquidative
Finance	22,1
Fonds de titres à revenu fixe	11,9
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	9,8
Énergie	8,8
Immobilier	6,1
Industrie	5,8
Consommation discrétionnaire	4,9
Technologies de l'information	3,6
Fonds d'actions étrangères	3,0
Services aux collectivités	2,5
Consommation de base	2,1
Matériaux	2,0
Services de communication	1,3
Soins de santé	0,7

25 principaux titres en portefeuille	% de la valeur liquidative
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	9,8
Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés américaines de premier ordre en \$ US, série I	5,0
Fonds de titres de créance à court terme PLUS Dynamique, série O	4,6
Fonds d'obligations à rendement total Dynamique, série O	4,3
Gouvernement du Canada, 1,25 %, 1 ^{er} mars 2027	3,5
Trésor des États-Unis, 2,75 %, 15 août 2032	2,9
Banque Royale du Canada	2,7
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 1 ^{er} déc. 2031	2,6
Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés canadiennes de premier ordre, série I	2,3
Microsoft Corporation	2,3
Enbridge Inc.	2,3
Trésor des États-Unis, 3,00 %, 15 août 2052	2,3
La Banque Toronto-Dominion	2,2
Trésor des États-Unis, 4,125 %, 30 sept. 2027	2,1
Williams Companies, Inc. (The)	1,9
Fonds de revenu immobilier et infrastructure II Dynamique, série O	1,9
Canadien Pacifique Kansas City Limitée	1,8
Canadian Natural Resources Limited	1,8
Intact Corporation financière	1,7
Fonds de revenu de retraite Dynamique, série O	1,6
Starwood Global Opportunity Fund XI, LP, restr.	1,5
Brookfield Corporation	1,5
McDonald's Corporation	1,5
Société Financière Manuvie	1,5
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	1,5

- 1) Compte non tenu des autres éléments d'actif [de passif] net et des instruments dérivés.
 2) Compte non tenu des obligations et des débentures.